ATTESTATION D'UNITES BENEFICIAIRES 2019

Vous allez prochainement établir, pour la dernière fois avant les modifications apportées par la réforme de l'OETH, vos attestations d'Équivalences d'Emplois pour les remettre à vos donneurs d'ordre.

Rappel des textes en vigueur

Conformément à l'article L5212-6 du Code du Travail :

« L'employeur peut s'acquitter partiellement de l'obligation d'emploi en passant des contrats de fourniture, de sous-traitance ou de prestations de services avec :

- 1- *Soit des entreprises adaptées ;*
- 2- *Soit des centres de distribution de travail à domicile ;*
- 3- *Soit des établissements ou services d'aide par le travail ;*

Soit des travailleurs indépendants handicapés reconnus bénéficiaires de l'obligation d'emploi au sens de l'article L. 5212-13. Est présumée travailleur indépendant au sens du présent article toute personne remplissant les conditions mentionnées au 1 de l'article L. 8221-6 ou à l'article L. 8221-6-1.

Cet acquittement partiel est proportionnel au volume de travail fourni à ces ateliers, centres, établissements, services ou travailleurs indépendants. Toutefois, cet acquittement partiel est déterminé soit en tenant compte du nombre de salariés exerçant pour le compte des travailleurs indépendants mentionnés au 4°, soit de façon forfaitaire pour les travailleurs indépendants mentionnés au même 4° relevant du régime prévu à l'article L. 133-6-8 du code de la sécurité sociale.

Les modalités et les limites de cet acquittement partiel sont déterminées par voie réglementaire. »

Cet article du code du travail rappelle donc bien que **c'est le contrat** (contrat, commande, devis accepté, etc.) qui lie un donneur d'ordre avec une Entreprise Adaptée et qui est l'élément déclencheur de la production des attestations d'équivalence d'emplois (UB).

Textes réglementaires pour la Mise en œuvre de l'obligation par la passation de contrats

Article R5212-5

La passation de contrats de fournitures, de sous-traitance ou de prestations de services dans les conditions de l'article L. 5212-6 ne donne lieu à l'exonération partielle de l'obligation d'emploi que si ces contrats ont été conclus :

- 1° *Soit avec des entreprises adaptées créées et ayant conclu un contrat d'objectifs mentionné à l'article L. 5213-13 ;*
- 2° *Soit avec des établissements ou services d'aide par le travail mentionnés à l'article L. 344-2 du code de l'action sociale et des familles et autorisés dans les conditions prévues par les articles L. 313-1 à L. 313-9 du même code ;*
- 3° *Soit avec un travailleur indépendant handicapé tel que défini au 4° de l'article L. 5212-6.*

Article D5212-5-1

Pour l'application de l'article L. 5212-10, le montant hors taxes des contrats de fournitures, de sous-traitance ou de services mentionnés à l'article L. 5212-6 doit être supérieur, sur quatre ans, à :

-
- 1° 400 fois le salaire horaire minimum de croissance dans les entreprises de 20 à 199 salariés ;
  - 2° 500 fois le salaire horaire minimum de croissance dans les entreprises de 200 à 749 salariés ;
  - 3° 600 fois le salaire horaire minimum de croissance dans les entreprises de 750 salariés et plus.
-

Article R5212-6

Le nombre d'équivalents bénéficiaires de l'obligation d'emploi au titre de la passation de contrats prévus à l'article R. 5212-5 est égal au quotient obtenu en divisant le prix hors taxes des fournitures, travaux ou prestations figurant au contrat, déduction faite des coûts des matières premières, produits, matériaux, consommations et des frais de vente, par deux mille fois le salaire horaire minimum de croissance en vigueur au 31 décembre de l'année d'assujettissement à l'obligation d'emploi.

Ce nombre ne peut dépasser la limite définie par l'article R. 5212-9.

Pour les contrats conclus avec les travailleurs indépendants handicapés cités au 3° de l'article R. 5212-5, le quotient mentionné au premier alinéa est, le cas échéant, divisé par le nombre de salariés employés par le travailleur indépendant au prorata du temps de travail inscrit à leur contrat, dans la limite de la durée légale ou conventionnelle de travail.

Article R5212-6-1

Pour les travailleurs indépendants handicapés relevant du régime prévu par l'article L. 133-6-8 du code de la sécurité sociale, le nombre d'équivalents bénéficiaires de l'obligation d'emploi au titre de la passation de contrats prévus au 3° de l'article R. 5212-5 est égal au quotient obtenu en divisant par deux mille fois le salaire horaire minimum de croissance en vigueur au 31 décembre de l'année d'assujettissement à l'obligation d'emploi le prix hors taxe des fournitures, travaux ou prestations figurant au contrat, déduction faite d'un abattement. Cet abattement est calculé sur la base d'un des taux d'abattement forfaitaires fixés, selon la catégorie d'activité, au troisième alinéa de l'article 50-0 du code général des impôts pour les exploitants individuels imposés selon le régime des micro-entreprises ou du taux d'abattement fixé à l'article 102 ter de ce même code pour les travailleurs indépendants dont l'imposition relève des bénéfices des professions non commerciales.

Ce nombre ne peut dépasser la limite définie par l'article R. 5212-9.

Article R5212-7

Par dérogation aux dispositions de l'article R. 5212-6, pour la passation de contrats de prestations de services donnant lieu à la mise à disposition de travailleurs handicapés par des entreprises adaptées ou par des établissements ou services d'aide par le travail, le dénominateur du quotient mentionné à cet article est fixé à mille six cents fois le salaire horaire minimum de croissance.

L'employeur ne peut pas décompter ces travailleurs handicapés dans l'effectif des bénéficiaires de l'obligation d'emploi.

Article R5212-8

Le contrat de fournitures, de sous-traitance ou de prestations de services donnant lieu à la mise à disposition de travailleurs handicapés prévu à l'article R. 5212-7 précise les éléments chiffrés nécessaires au calcul de la déduction définie à l'article R. 5212-6.

Article R5212-9

La dispense partielle de l'obligation d'emploi, en application de l'article L. 5212-6, ne peut être supérieure à la moitié du pourcentage fixé à l'article L. 5212-2.

La notion de Chiffre d'Affaires Utile

Pour le calcul, c'est la notion de Chiffre d'Affaires Utile (CAU) qui fait référence.

Pour rappel celui-ci se détermine de la façon suivante :

CAU = Prix HT des fournitures, travaux ou prestations déduction faite des coûts des matières premières, produits, matériaux, consommations et des frais de ventes

Vous devez donc déduire du chiffre d'affaires réalisé notamment :

- Le cout des achats des matières premières
- Le cout des achats de sous traitance pour réaliser la prestation
- Les frais de commercialisation (salaires et charges du personnel commercial, frais liés aux agents commerciaux, coûts de communication commerciale...)

POUR LE SECTEUR PRIVE

Il existe deux possibilités de contrats :

→ **Le contrat de prestations de services, de fournitures ou de sous traitance**

$$Nb\ d'UB = \frac{CAU}{2000 * smic\ horaire\ au\ 31\ dec\ 2019} = \frac{CAU}{20060}$$

→ **Le contrat de Mise à Disposition**

$$Nb\ d'UB = \frac{CAU}{1600 * smic\ horaire\ au\ 31\ dec\ 2019} = \frac{CAU}{16048}$$

POUR LE SECTEUR PUBLIC

Pour le secteur public, vous n'êtes pas obligés de réaliser une attestation. L'acheteur public déclare le montant total des factures réellement acquittées TTC (si l'employeur récupère la TVA, ce montant sera hors TVA) du 1er janvier au 31 décembre.

$$Nb\ d'UB = \frac{CAU}{Montant\ du\ traitement\ annuel\ Minimum\ de\ la\ fonction\ publique\ au\ 31\ dec\ 2019} = \frac{CAU}{17376}$$

SECTEUR PRIVE

ATTESTATION

Vu les articles L5212-6 et R.5212-5 à R.5212-9 du Code du travail relatifs à l'exonération partielle de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés,

Je soussigné, XXXXXXXXXXXXX, Directeur de l'Entreprise Adaptée XXXXX

N° du Contrat d'objectif triennal :

Atteste que

L'entreprise : XXXXXXXXX

SIRET : WWWWWW

Sise : XXXXXXXXX

XXXXXXXXXX

A répondu partiellement à son obligation d'emploi de travailleurs handicapés par les commandes passées à notre établissement sur l'année 2019 :

Type de contrat	Contrat de fournitures, de sous traitance ou de prestation de service	Contrat de mise à disposition de travailleur handicapé
a) montant Hors Taxes	A €	A €
b) Montant des déductions (coûts des matières premières, produits, matériaux, consommations et des frais de ventes)	B €	B €
c) Montant des déductions restant à prendre en considération pour le calcul de l'équivalence (a-b) :	C =A-B €	C =A-B €
Calcul de l'équivalence	<u>Chiffre d'Affaires Utile (C) .</u> 20 060	<u>Chiffre d'Affaires Utile (C) .</u> 16 048
Résultat du calcul de l'équivalence (U.B.)	XX, XX UB	XX, XX UB

Fait à XXXXXXXXXXXXX, le XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX.

Le Directeur,

SECTEUR PUBLIC

ATTESTATION

Vu les articles L5212-6 et R.5212-5 à R.5212-9 du Code du travail relatifs à l'exonération partielle de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés, vu le décret 2016-783 du 10 juin 2016

Je soussigné, XXXXXXXXXXXXX, Directeur de l'Entreprise Adaptée XXXXX

N° du Contrat d'objectif triennal :

Atteste que

La Fonction Publique / l'établissement public : XXXXXXXX

Sise : XXXXXXXX
XXXXXXXXXX

A répondu partiellement à son obligation d'emploi de travailleurs handicapés par les commandes passées à notre établissement sur l'année 2019 :

Type de contrat	Contrat de fournitures, de sous traitance ou de prestation de service
a) montant Hors Taxes	A €
b) Montant des déductions : (coûts des matières premières, produits, matériaux, consommations et des frais de ventes)	B €
c) Montant des déductions restant à prendre en considération pour le calcul de l'équivalence (a-b) :	C =A-B €
A titre informatif, calcul de l'équivalence	<u>Chiffre d'Affaires Utile (C) .</u> 17 376
A titre informatif, résultat du calcul de l'équivalence (U.B.)	XX, XX UB

Fait à XXXXXXXXXXXXX, le XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX.

Le Directeur,